

Lourdes, le 2 avril 2019

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DES ÉVÊQUES

DISCOURS D'OUVERTURE

par Mgr Georges PONTIER

archevêque de Marseille, président de la Conférence des évêques de France

Une Église en malaise

L'appel à la conversion et à la confiance qui résonne durant ce temps du Carême revêt un caractère particulier dû aux événements de la vie du monde et à ceux de notre Église.

Du 21 au 24 février à Rome, le pape François a réuni tous les présidents des conférences épiscopales du monde entier ainsi que certains préfets de dicastères. Des représentants des congrégations religieuses étaient aussi présents. Quelques personnes victimes d'agressions sexuelles de la part de membres du clergé ont donné leur poignant témoignage. Il s'est agi de renforcer la conscience d'une responsabilité commune et universelle à l'égard des personnes victimes et de réfléchir à la manière de réagir face aux délits ou crimes commis par les personnes coupables. Il s'agissait encore d'entendre ensemble les mêmes interventions et de se faire en quelque sorte une vision commune de notre responsabilité pour que l'Église redevienne une maison sûre pour ceux qu'elle accueille, les enfants et les jeunes en particulier. Ces journées étaient marquées également par une place importante faite à la prière.

Dans notre pays, le classement sans suite prononcé d'abord par le procureur de la République de Lyon au sujet du cardinal Barbarin, puis la condamnation de celui-ci, suivie de l'appel engagé par ses avocats, l'attente de la fin du processus judiciaire de la part du Pape pour examiner la remise de sa démission par le cardinal Barbarin, le manque de clarté de la nouvelle gouvernance du diocèse de Lyon, les réactions vives de certaines victimes d'abus, tout cela marque nos Églises diocésaines.

Et je ne parle pas des reportages ou des publications. La mise au grand jour de l'horreur vécue par des religieuses agressées par des prêtres diocésains ou religieux, ou parfois même par leurs propres supérieures, exige que nous unissions nos efforts avec la CORREF pour permettre aux victimes d'être entendues et accompagnées, pour dénoncer avec force ces actes abjects.

Chacun commente les événements et prend position. Ce phénomène est amplifié par le caractère universel de notre Église : tout ce qui touche un pays a un retentissement dans tous

les autres. Il n'est pas étonnant qu'un trouble profond se soit emparé de beaucoup : évêques, prêtres, personnes victimes, religieux, fidèles laïcs, observateurs de la vie en société.

Nous-mêmes, évêques, nous nous efforçons d'exercer notre exigeante mission. Nous avons rappelé l'appel à la conversion qui résonne dans l'Évangile en ce temps de Carême. Le mensonge profond qui peut marquer des vies, même celles de prêtres ou consacrés, est à l'origine des fautes, des péchés, de bien des souffrances dans notre Église comme dans la société. Nous nous laissons nous-mêmes interpeller dans la manière d'exercer notre ministère d'autorité dans nos diocèses et nous invitons aussi les prêtres à en faire autant. Le pape François nous rappelait, dans sa lettre du mois d'août, que les abus sexuels sur mineurs étaient aussi des abus de pouvoir et des abus de conscience sur les victimes. Ce point de vigilance devient un appel à la conversion personnelle et à la conversion de notre Église sur sa manière de présenter la place des ministres ordonnés et celle de l'exercice de ce ministère indispensable de gouvernement des communautés qui nous sont confiées. Ces points se révèlent de plus en plus comme des points d'attention nécessaires pour que la juste place de chacun, prêtres ou laïcs, hommes ou femmes, soit vécue dans la vie de nos communautés chrétiennes. Le pape François a désigné le cléralisme sous toutes ses formes comme une expression et une cause majeure de ces dysfonctionnements dans la vie des communautés chrétiennes.

Tout cela suscite les interrogations que peuvent se poser les prêtres ou les personnes victimes. Ceux-là vivent douloureusement l'image soupçonneuse qu'on peut porter sur eux. Celles-ci se demandent si l'Église en France va poursuivre sa lutte contre la pédocriminalité ainsi que son travail de prévention et de formation auprès de tous ceux qui sont en contact avec des enfants et des jeunes en son sein. Ils espèrent y être associés et plus d'un souhaite retrouver toute sa place dans l'Église. Nous leur disons qu'un pas a été franchi. Nous avons pleine conscience de notre responsabilité par rapport aux enfants et aux jeunes que l'Église accueille, ainsi qu'à l'égard des personnes déjà victimes. Nous ne reviendrons pas en arrière. Le Seigneur nous le demande comme un devoir de justice, une œuvre de conversion, une nécessité missionnaire. Leur souffrance devient celle de toute l'Église. Leur détermination est devenue la nôtre, l'écoute de leur témoignage, une interpellation et une communion. Nous reconnaissons l'œuvre de l'Esprit-Saint qui purifie l'Église, et en elle, ceux qui sont chargés de la conduire dans la suite du Christ.

Une société en revendication

Le climat social et politique ajoute à l'incertitude, à l'inquiétude. L'expression portée par ceux que l'on appelle « les gilets jaunes » a rejoint les préoccupations de beaucoup de nos concitoyens : inégalités croissantes, sentiment d'abandon dans certains territoires urbains ou ruraux, revenus en baisse, chômage toujours élevé, impression de ne pas être pris en considération. Le fait d'avoir un travail salarié ne garantit plus la possibilité de faire vivre sa famille. Malheureusement la violence, parfois extrême, a entaché ce mouvement et donné une mauvaise image de notre pays. On a entendu des propos scandaleux et vu des gestes intolérables à l'encontre des forces de l'ordre et des médias. Ces dernières semaines, des débats se sont déroulés après l'appel lancé en décembre par le Conseil permanent et par le gouvernement dans le cadre du grand débat national. De multiples propositions ont été

émises. Aucune décision ne pourra apaiser le climat si on ne sent pas qu'elle est prise au nom de la recherche du bien commun, avec une attention particulière pour ceux qui sont les plus en difficulté. Ceux qui exercent la responsabilité du pouvoir et ceux qui sont engagés en politique ont une grave responsabilité : celle de redonner confiance au politique. Ce mouvement national est parti de la base. Aucune organisation existante ne l'a suscité et aucune structure lisible ne le représente encore. On peut le déplorer mais cela peut aussi refléter la perte de confiance dans les divers responsables. C'est une crise grave qui appelle à un renouveau de la pratique du pouvoir et des responsabilités dans le monde contemporain. Un fossé s'est creusé entre les citoyens et leurs représentants. Il sera long à combler.

Au même moment se sont tenues des manifestations, souvent à l'initiative de jeunes, concernant le climat et la défense de la planète. Le pape François a publié voici 4 ans l'encyclique « Laudato Si' » sur la « sauvegarde de la maison commune », sur l'écologie intégrale, sur le fait que « tout est lié » dans la marche du monde, autant les problèmes sociaux qu'environnementaux. Le Pape a offert une riche réflexion et rappelé la responsabilité de notre génération. On ne peut pas se soucier uniquement du temps court. Il faut penser au temps long, celui que connaîtront les générations qui nous suivront et qui dépendront de nos décisions et de nos modes de vie actuels. Il ne portait pas un regard désespéré et pouvait écrire : « Il est possible d'élargir de nouveau le regard, et la liberté humaine est capable de limiter la technique, de l'orienter, comme de la mettre au service d'un autre type de progrès, plus sain, plus humain, plus social, plus intégral. » (n° 112)

Notre société est traversée par des remous profonds, voire violents : les liens organiques de solidarité et de fraternité sont à la peine. La bioéthique ajouterait-elle à ces remous de fond ? Très vraisemblablement, si elle se contentait de chercher les solutions juridiques pour répondre positivement à toutes les nouvelles demandes. On pratiquerait alors une sorte d'éthique du curseur. Et si ce curseur était gouverné par le seul principe de non-discrimination, l'usage des techniques ne connaîtrait pas de limite.

Pour traverser nos remous sociétaux, la bioéthique, pour sa part, exige un regard plus profond. Elle se fonde sur une ample et solide conception de l'être humain, notamment sur la personne indissociable de son corps. Elle reconnaît et protège l'humanité présente en tout être humain. Elle institue des liens entre des personnes. Elle engage des corps sociaux, comme le corps médical. Elle contribue au bonheur durable et responsable grâce à la considération vigilante de la famille, cellule vitale de la société, et grâce au respect de l'humanité partagée chez tous, ce qui oblige à la fraternité. Elle postule donc que nous assumions collectivement et positivement des renoncements : ils seront le signe de la priorité que nous donnons à une vision commune de la grandeur de l'être humain et de sa vocation sociale.

Où notre fraternité trouvera-t-elle sa garantie ? Dans notre capacité à prendre soin du plus fragile. C'est là qu'est gardé le « seuil d'humanité », comme le souligne le philosophe Claude Bruaire. Dans ce plus fragile brille la dignité humaine attestant qu'il est, lui aussi, membre de notre commune famille humaine. L'exigence d'en prendre soin suscite solidarité et hospitalité, qui tissent ensemble notre fraternité et la fortifient. En ceci réside la noblesse de la bioéthique : intégrer l'usage des techniques dans un projet de société dont la pierre d'angle est la fraternité

fondée sur l'égalité dignité de tous, sans exception, de telle sorte qu'aucune domination ne s'institue légalement sur un être humain.

Penser la bioéthique, c'est refuser que l'eugénisme libéral imprègne insidieusement nos mentalités. Les progrès de la génétique rendent tellement facile la mise à exécution, de façon légale, du désir de l'être humain le plus performant et du refus de celui qui serait jugé inconvenant ou inapte ! Au contraire, la récente Journée européenne de la trisomie 21 a apporté un précieux encouragement pour un projet de société irriguée par la solidarité, l'hospitalité et la bienveillance.

La bioéthique requiert aujourd'hui une pensée et un agir collectifs fondés sur une éthique du dialogue plus riche que l'éthique de la discussion. Elle doit viser un modèle de société dont la loi ne sera ni le marché ni les intérêts politiques. Un récent sondage montre une fois de plus que le consensus est loin d'être acquis sur l'usage de certaines techniques biomédicales de reproduction humaine. Contrairement à ce qui a été dit, aucune question n'est « simple » !

Face aux prises de positions diverses et parfois simplistes, n'est-il pas urgent de rassembler les Français en osant penser à frais nouveaux et de façon globale progrès techniques, économie, valorisation des corps sociaux, solidarités sociales et préoccupations écologiques pour développer un nouveau type de société ? C'est à cela que doit concourir la bioéthique comprise comme une éthique globale. Beaucoup de nos concitoyens le pressentent. Ne faisons pas fausse route par défaut de courage et de réflexion ! Au-delà des débats stériles, saisissons l'opportunité d'une réflexion nouvelle à laquelle nous convie la bioéthique !

Une Europe en incertitude

Dans deux mois auront lieu les élections européennes. Ici encore le climat ambiant s'est obscurci. La sortie des Britanniques de l'Union européenne, la montée des populismes très critiques envers Bruxelles, la question des migrants dans plusieurs pays, le débat sur les compétences confiées au Parlement et à la Commission européenne et sur celles que doivent conserver les Etats membres seront bien sûr décisifs. Les difficultés qu'éprouvent le gouvernement et les parlementaires du Royaume-Uni à se mettre d'accord sur les conditions du Brexit, le fait même que 3 ans après le référendum, le Brexit soit décalé, l'incertitude où nous sommes encore de savoir s'il aura lieu, le risque d'un Brexit sans accord, tout ceci indique à tous les Européens continentaux que quitter l'Union est un saut dans l'inconnu et qu'il y a énormément à perdre à se séparer des autres.

Après des décennies d'avancées et de confiance en l'Europe, voici que nous sommes entrés dans une période de turbulences, voire de repli sur soi et de peurs diverses. Les tendances nationalistes progressent et la notion de Bien commun européen n'est plus évidente. Beaucoup d'ignorances au sujet de l'Europe et tout autant de faussetés affirmées parfois même par des responsables politiques font peser un doute sur le bien-fondé du projet européen. Il n'est pas rare que l'on pense à l'Europe en voyant d'abord les intérêts nationaux, sans prendre en compte la perspective du moyen ou du long terme et du Bien commun européen. L'Europe a besoin de retrouver un élan nouveau. Une réflexion sur le Bien commun européen peut être une utile contribution au débat actuel. Il ne se réduit pas à un marché commun ni à la prospérité économique que la construction de l'Europe a permis d'accélérer.

La déclaration du Conseil permanent rendue publique voici une semaine apporte sa contribution à cette réflexion.

Une des racines du bien commun européen fut la recherche de la paix. Même si la paix s'est instaurée entre les grandes puissances européennes, on peut s'interroger sur la solidité de cet objectif. Les conflits dans les Balkans et également en Ukraine ont montré les limites de l'Europe pour trouver les chemins de la paix. D'autres grandes puissances, en l'occurrence les États-Unis et la Russie sont clairement intervenus. Ne pensons pas trop vite que la paix est assurée, surtout si les replis nationalistes s'amplifient.

Une autre de ces racines fut le partage des valeurs essentielles – protection des droits de l'homme, respect de la dignité de la personne humaine, solidarité au sein et entre les peuples – et d'un modèle de protection juridique et social qui reste une forte référence dans le monde entier. Peut-être faut-il se demander si ce Bien commun ne doit pas maintenant intégrer aussi une dimension d'affirmation de la puissance d'un modèle d'union entre nations fait à la fois d'intégration et de subsidiarité, de respect et de mise en valeur des différences et de mise en commun de tout ce qui mérite de l'être pour pouvoir ensemble rayonner dans le monde, sans volonté hégémonique mais avec efficacité, face à des puissances moins soucieuses des droits des peuples et de l'avenir de la planète ? Nous encourageons à un débat profond, apaisé, honnête.

Une espérance plus forte que tout

Dans 10 jours, nous nous retrouverons avec les prêtres de nos presbyteriums pour un temps de prière, puis pour la Messe chrismale, pour fêter le Jeudi Saint. Nous les encouragerons dans l'exercice de leur ministère. Nous les remercierons pour leur fidélité et la justesse dans leur manière d'exercer le ministère. Nous les inviterons à une suite du Christ dans la vérité de leur existence et la conformité à l'attitude de Celui qui a lavé les pieds de ses disciples. Quelle belle mission que celle des prêtres ! Elle les rend serviteurs de la grâce du Seigneur, ministres de son œuvre dont les fruits leur échappent et pourtant passent par les actes du ministère. L'autorité dans l'Église ne s'exerce pas comme dans le monde. « Vous savez que les chefs des nations leur commandent en maîtres et que les grands font sentir leur pouvoir. Il n'en doit pas être ainsi parmi vous : au contraire, celui qui voudra devenir grand parmi vous se fera votre serviteur (...) C'est ainsi que le Fils de l'homme n'est pas venu pour être servi, mais pour servir et donner sa vie en rançon pour la multitude. » (Mt. 20, 24-28)

Ces fêtes pascales vont nous tourner vers le Christ faisant don de sa vie pour le salut du monde, traversant les portes de la mort pour les ouvrir sur la vie éternelle. Sa vie donnée est source de salut et de vie éternelle. Notre foi chrétienne devient espérance en cette communion avec ce Dieu, Source de toute vie et de tout amour. Notre espérance ne se fonde pas sur nos qualités, ni nos performances, ni nos vertus, ni notre nombre. Elle se fonde sur la parole de Celui qui nous a dit : « Que votre cœur ne se trouble pas : vous croyez en Dieu, croyez aussi en moi. Dans la maison de mon Père, il y a beaucoup de demeures ; sinon vous aurais-je dit que j'allais vous préparer le lieu où vous serez ? Lorsque je serai allé vous le préparer, je reviendrai et je vous prendrai avec moi, si bien que là où je suis, vous serez vous aussi. Quant au lieu où je vais, vous en savez le chemin. » (Jean 14, 1-4) Oui, nous connaissons ce chemin, c'est le Christ lui-même qui nous dit encore : « Moi, Je suis le chemin, la vérité et la vie.

Personne ne va au Père sans passer par moi. » (Jean 14, 6) Nous passons par Lui. Il nous a ouvert le chemin. Il est Amour. Il nous a rappelé la route des deux amours, celui pour le Père et celui pour nos frères. Ce chemin dans l'amour est lumineux et laborieux. Il nous sort des replis sur nous-mêmes. Il élargit nos horizons étroits. Il nous invite à nous faire le prochain de ceux et celles qui sont blessés dans leur vie. Ce chemin, nous allons y conduire des milliers d'adultes durant la veillée pascale. Ils seront plongés dans la mort du Christ, la mort à soi-même pour ressusciter à une vie nouvelle, vie faite d'amour, de pardon, de patience, de bonté, de bienveillance, de maîtrise de soi, de foi, d'amour, de paix et de joie. C'est un chemin de vie, un chemin de bonheur. Ce bonheur n'est pas donné par la possession de biens matériels, mais par celle des biens du cœur, de la fraternité, de l'humilité, du service, des biens reçus et donnés, de cet échange d'amitié qui naît du don de soi-même et de l'ouverture bienveillante aux autres, aux plus petits en tout premier. Ce bonheur, il vient de la foi en la miséricorde et la tendresse de Dieu pour ses créatures.

Il est grand le mystère de la foi !

Permettez-moi encore de reprendre les paroles de Paul aux Corinthiens : « Non, ce n'est pas nous-mêmes, mais Jésus-Christ Seigneur que nous proclamons. Quant à nous-mêmes, nous nous proclamons vos serviteurs à cause de Jésus. Car le Dieu qui a dit : que la lumière brille au milieu des ténèbres, c'est lui-même qui a brillé dans nos cœurs pour faire resplendir la connaissance de sa gloire qui rayonne sur le visage du Christ. Mais ce trésor, nous le portons dans des vases d'argile, pour que cette incomparable puissance soit de Dieu et non de nous. Pressés de toute part, nous ne sommes pas écrasés ; dans des impasses, mais nous arrivons à passer ; pourchassés, mais non rejoints ; terrassés, mais non achevés ; sans cesse nous portons dans notre corps l'agonie de Jésus afin que la vie de Jésus soit elle aussi manifestée dans notre corps. Toujours, en effet, nous les vivants, nous sommes livrés à la mort à cause de Jésus, afin que la vie de Jésus soit elle aussi manifestée dans notre existence mortelle. Ainsi la mort est à l'œuvre en nous, mais la vie en vous. Pourtant, forts de ce même esprit de foi dont il est écrit : « J'ai cru, c'est pourquoi j'ai parlé », nous croyons, nous aussi, et c'est pourquoi nous parlons. Car nous le savons, celui qui a ressuscité le Seigneur Jésus nous ressuscitera nous aussi avec Jésus et il nous placera avec vous près de Lui. Et tout ce que nous vivons, c'est pour vous, afin qu'en s'accroissant la grâce fasse surabonder, par une communauté accrue, l'action de grâce à la gloire de Dieu. » (1 Cor 4, 5-15)

C'est de Lui que nous vivons ! Il est notre espérance.



@Eglisecatho



Eglise catholique en France

CONTACT
RELATION MÉDIAS
TÉL. 06 26 12 65 07